



La réforme des retraites, éloge du capital ?

Après maints débats et malgré les contestations persistantes, la Première ministre française, Elisabeth Borne, a finalement présenté ce mardi 10 janvier 2023 le projet de réforme du système de retraites.

« Le nombre de ceux qui cotisent pour les retraites diminue par rapport aux nombres de retraités. » a affirmé Elisabeth Borne au cours de son allocution. En effet, selon le rapport 2022 de COR, la trajectoire financière du système de retraites tend vers le déficit qui pourrait atteindre 13,5 milliards d'euros en 2030. Afin de remédier à cela, deux écoles s'opposent : ceux qui prônent l'augmentation des cotisations et les partisans du programme présidentiel.

Un projet « porteur de progrès »

D'après les prévisions gouvernementales, à compter du 1er septembre 2023, l'âge légal de départ à la retraite sera relevé progressivement jusqu'à atteindre 64 ans en 2030. De ce fait, le système de retraite à taux plein ne bénéficiera qu'à ceux qui auront travaillé et cotisé pendant 43 années, rééquilibrant ainsi la balance budgétaire.

Cependant, ce projet ne se veut pas pénalisant pour les travailleurs les plus vulnérables mais bel et bien égalitaire dans son application. Le dossier de presse, publié peu après l'annonce de la Première ministre, met en exergue les différentes avancées sociales prévues par le parti présidentiel telles que la mise en place de conditions de départ adaptées à chaque catégorie d'individus (ceux qui ont mené de longues carrières et les travailleurs handicapés peuvent respectivement partir dès l'âge de 60 et 55 ans).

Qui-plus-est, au-delà de l'égalité souhaitée, ce projet se veut véritablement progressiste au niveau social. De nombreuses mesures conciliées au sein de ce texte de loi visent à la protection des citoyens et à leur garantir un encadrement réglementaire de leur vie active qui prendrait en compte les différents aléas de l'existence : financement d'un congé de reconversion, mise en place d'un suivi médicale renforcé auprès des salariés ayant un métier pénible, augmentation du minimum de pension à 100 euros par mois, etc.

TSNF			<div>retraite</div> <div>+ 2 ans de</div>			<div>CHEST</div>			<div>RETRAITE À 64ANS</div>						
VISITING						COMMUNITY									
		<div>Une opposition virulente</div> <div>Encore aujourd’hui, cette réforme fait couler énormément d’encre que ce soit au sein de la sphère politique ou de la société civile. En effet, droite et gauche sont étonnamment unies dans la dénonciation de ce que Marine Le Pen (RN) et Jean-Luc Mélenchon (LFI) qualifient respectivement de réforme « injuste » et de « grave récession sociale ». Et pour cause, cette révision dite « égalitaire » du système de retraite présente de nombreuses limites sur lesquels la majorité présidentielle ne se serait pas prononcée.</div> <div>D’après L’Obs, elle pénalise entre-autres les générations nées entre septembre 1961 et 1972 qui seront directement touchées par le recul de la date de leur départ tant attendu à la retraite, mais également la population féminine qui quitte historiquement ses fonctions plus tardivement car elles peinent à réunir leurs annuités en raison de fréquentes interruptions de carrière.</div> <div>Cela a fatalement mené à une réponse de la société civile, fermement opposée à cette transformation de leur vie active, qui s’est manifestée lors de la grève du jeudi 19 janvier 2023. 1,12 millions de manifestants issus de divers secteurs d’activités (énergie, transports, éducation...), dont 28% de fonctionnaires publics, se sont mobilisés afin de protester contre ce projet et espérer faire parvenir leurs revendications au Président de la République et à la Première ministre. Bien que l’on note une légère baisse par rapport à la première manifestation du 5 décembre 2019, le peuple français demeure engagé et résolu à faire valoir son opinion dans le débat public.</div> <div>Ainsi, malgré de premières démarches significatives, le grand projet d’Emmanuel Macron peine à faire l’unanimité et se heurte à de vives divergences de la part des différents acteurs, politiques comme sociaux. La France, plus divisée que jamais en ces temps d’incertitude, court vers le commencement d’une crise politique et social sans précédent.</div>													